

RAPPORT FINANCIER

2022



المغربية للإيجار

MAROC LEASING

Partenaire de votre croissance

[www.marocleasing.ma](http://www.marocleasing.ma)

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE MAROC LEASING .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>RAPPORT DES COMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>14</b>
<b>4</b>	<b>GOUVERNANCE.....</b>	<b>16</b>
<b>5</b>	<b>GESTION GLOBAL DES RISQUES .....</b>	<b>19</b>
<b>6.</b>	<b>DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT .....</b>	<b>24</b>
<b>7.</b>	<b>DISPOSITIF DE CONFORMITÉ, DEONTOLOGIE ET ETHIQUE.....</b>	<b>24</b>
<b>8.</b>	<b>GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION.....</b>	<b>25</b>
<b>9.</b>	<b>RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....</b>	<b>26</b>
<b>10.</b>	<b>LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE .....</b>	<b>29</b>
<b>11.</b>	<b>ANNEXES: COMPTES SOCIAUX ANNUELS .....</b>	<b>30</b>

## 1 PRESENTATION DE MAROC LEASING

### Maroc Leasing: Le pionnier du leasing au Maroc

Spécialisée dans le financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers destinés aux professionnels et aux entreprises, **Maroc Leasing** créée en 1965, est le pionnier du leasing au Maroc.

Le crédit-bail est une solution de financement souple, économique et fiscalement avantageuse, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur le cœur de leur activité et de préserver leur trésorerie ainsi que leur fond de roulement. Il exige des garanties réduites auprès des bénéficiaires et offre une solution efficace pour le financement du développement pour les sociétés et le renouvellement de leurs équipements.

Cotée à la Bourse de Casablanca, et forte de son expérience de **58 ans** d'activité, Maroc Leasing, **filiale du groupe Banque Populaire**, a développé une expertise et un savoir-faire reconnus, la positionnant aujourd'hui comme le partenaire de référence du financement et de la promotion de l'investissement productif. Elle est également la première société de leasing à être **certifiée ISO 9001 version 2015** sur le marché marocain, ce qui assure son dévouement envers ses clients et la qualité de ses services proposés.

Les valeurs autour desquelles Maroc Leasing a construit sa réussite sont la flexibilité de financement en crédit-bail, la réactivité avec ses clients ainsi que la proximité à travers son réseau d'agences.

## 1.1 CADRE GENERAL

<b>Dénomination sociale</b>	MAROC LEASING
<b>Activité</b>	Financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers
<b>Date de constitution</b>	21 Avril 1965
<b>Siège social</b>	57 Angle Bd Abdelmoumen et rue Galien – Casablanca Tel: (212) 022 42 95 95 (L.G) Fax: (212) 022 42 95 00 <a href="http://www.marocleasing.ma">www.marocleasing.ma</a>
<b>Capital social</b>	277 676 800,00 MAD
<b>Actionnaires</b>	Banque Centrale Populaire .....53,11 % Holdparts -Groupe BCP.....34,01 % The Arab Investment Company.....5,74 % Flottant en bourse.....7,14 %
<b>Dirigeants</b>	Président du Conseil d'Administration : M. Mohamed Karim MOUNIR Directeur Général : M. Adil RZAL

## 1.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2021

### ➤ Ouverture d'une 5<sup>ème</sup> agence régionale

**Maroc Leasing** élargit sa présence régionale et ouvre en avril 2022, sa **5<sup>ème</sup> agence** à Marrakech, après celles de: Tanger, Fès, Rabat, et Agadir.

Cette couverture régionale s'inscrit dans le cadre de sa vision axée sur la proximité client, assurant par la même occasion une meilleure réactivité en termes de traitement de dossiers et de prise de décision.

### ➤ Renforcement du système d'information

L'année 2022 a été marquée par la finalisation des projets d'envergure ayant pour objet de rationaliser et améliorer les systèmes d'information utilisés dans les domaines métiers, comptables et infrastructures se traduisant par :

#### **Migration de l'ERP métier vers une nouvelle version**

Ce projet entre dans le cadre de la modernisation des moyens et méthodes de travail de Maroc Leasing, et dans le but d'harmoniser les interfaces applicatives pour faciliter et optimiser l'accès à l'information utilisateurs Maroc Leasing.

### **Migration du système comptable**

Il s'agit de mettre à niveau le progiciel comptable ainsi que la base de données y afférente pour simplifier et optimiser la consultation, les traitements et la recherche des informations relatives aux opérations comptables.

### **Mise en place d'une nouvelle Salle Blanche « Data Center »**

Ce projet entre dans le cadre du renforcement de l'infrastructure IT en terme de continuité d'activité en améliorant la connectivité et sécurité des ressources IT.

### **Mise en place d'un nouveau système de Gouvernance du Risque et Conformité -GRC-**

Afin de permettre aux organes de gouvernance de Maroc leasing d'avoir une vision consolidée, régulièrement mise à jour, des risques critiques et majeurs et de leur niveau de maîtrise, Maroc Leasing a opté pour un système GRC répondant aux standards internationaux en termes de gestion des risques, à savoir :

- Digitaliser le processus de gestion des risques ;
- Assurer une communication efficace entre les entités risques, le groupe et les entités opérationnelles ;
- Répondre aux exigences de la Direction Générale et du Comité d'Audit et/ou Risques, en terme de remontée de reporting et de tableaux de bord relatifs à la gestion des risques ;
- Orienter le pilotage global par le biais de la gestion des risques ;
- Mettre en place une cartographie des risques qui couvre la totalité des processus ;
- Instaurer le contrôle permanent au niveau de l'ensemble des processus ;
- Instaurer la culture risque au sein de Maroc Leasing.

## **2 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **2.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE**

#### **Environnement économique international**

La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 1,7 % en 2023, puis à 2,7% en 2024. On anticipe un ralentissement marqué et généralisé, les prévisions étant revues à la baisse pour 95 % des économies avancées et près de 70 % des économies de marché émergentes et en développement.

La croissance des économies avancées devrait chuter de 2,5 % en 2022 à 0,5 % en 2023.

Aux États-Unis, la croissance en 2023 devrait tomber à 0,5 %, tandis que la croissance de la zone euro devrait être nulle.

La Chine quant à elle devrait enregistrer une progression de 4,3 % en 2023.

En excluant la Chine, la croissance des économies de marché émergentes et en développement devrait ralentir de 3,8 % en 2022 à 2,7 % en 2023, en raison d'une demande extérieure nettement plus faible conjuguée à une forte inflation, des dépréciations monétaires, un resserrement des conditions de financement et d'autres difficultés intérieures.

### **Perspectives régionales :**

- Asie de l'Est et Pacifique : La croissance devrait ralentir à 4,3 % en 2023 avant de remonter modérément à 4,9 % en 2024.
- Europe et Asie centrale : L'économie de la région devrait tomber à 0,1 % cette année, puis s'établir à 2,8 % en 2024.
- Amérique latine et Caraïbes : La croissance devrait ralentir à 1,3 % en 2023 avant de remonter à 2,4 % en 2024.
- Moyen-Orient et Afrique du Nord : La croissance devrait marquer le pas à 3,5 % en 2023 et 2,7 % en 2024.
- Asie du Sud : La croissance devrait ralentir à 5,5 % en 2023 avant de remonter légèrement à 5,8 % en 2024.
- Afrique subsaharienne : La croissance devrait se modérer pour s'établir à 3,6 % en 2023, puis à 3,9 % en 2024.

## **2.2 Environnement économique national**

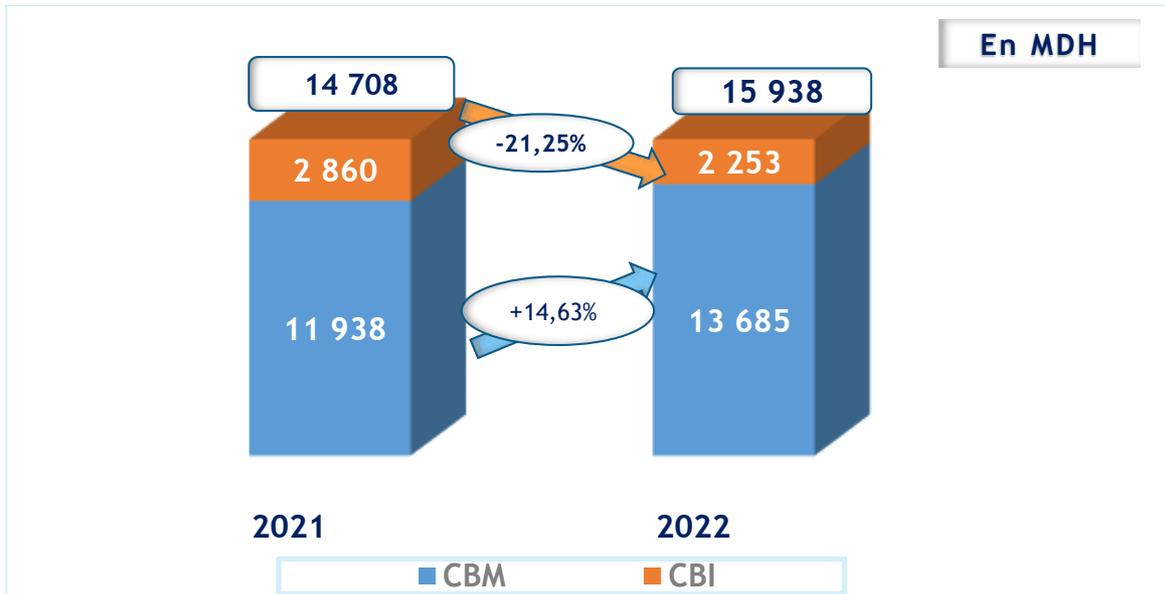
La croissance économique du Maroc devrait s'accélérer pour atteindre 3,1 % en 2023, grâce à un rebond du secteur primaire.

Cependant, les risques de détérioration persistent en raison des tensions géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine, la décélération des principaux partenaires commerciaux de la zone euro et les nouveaux chocs climatiques potentiels.

La croissance réelle du PIB a chuté, passant de 7,9 % en 2021 à 1,2 % en 2022, tandis que le déficit de la balance courante a augmenté de 2,3 % à 4,1 % du PIB. Comme dans une grande partie du monde, la guerre en Ukraine, conjuguée à la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales, a favorisé une forte augmentation du taux d'inflation, l'inflation annuelle marocaine atteignant un pic de 8,3 % à la fin 2022.

### 2.3 EVOLUTION DU MARCHÉ DU CRÉDIT-BAIL AU MAROC

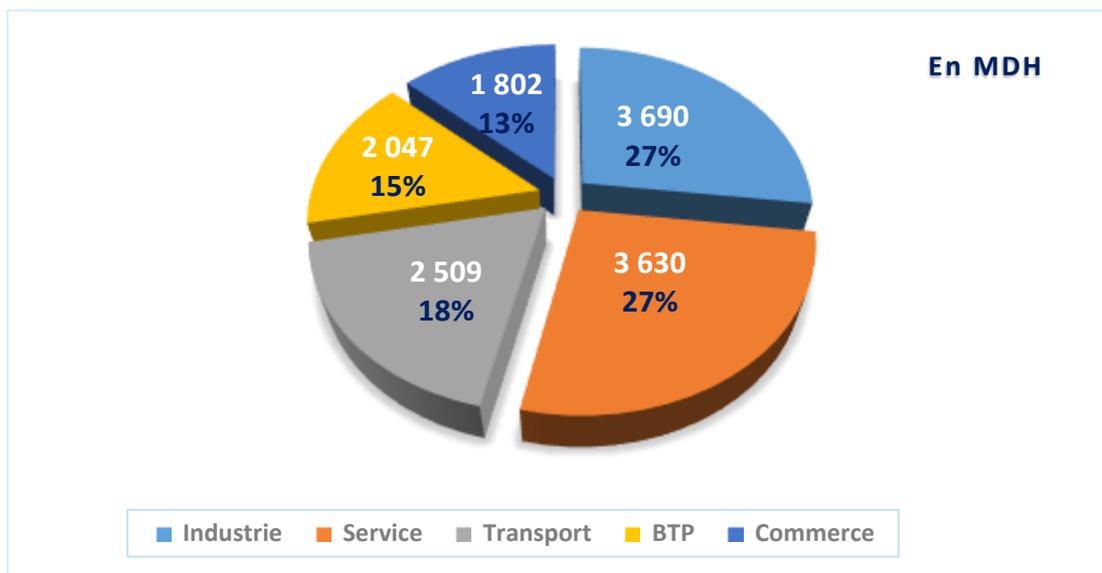
Le marché national de crédit-bail a connu une hausse, avec une production de **15 938 MDH** au **31/12/2022** contre 14 798 MDH en 2021, soit un taux de croissance du secteur de **7,70%**.



Constituant le cœur de métier de la profession, la production de Crédit-Bail Mobilier (CBM), reste prépondérante avec **85.87 %** de la production totale, soit **13 685 MDH** contre 11 938 MDH en 2021.

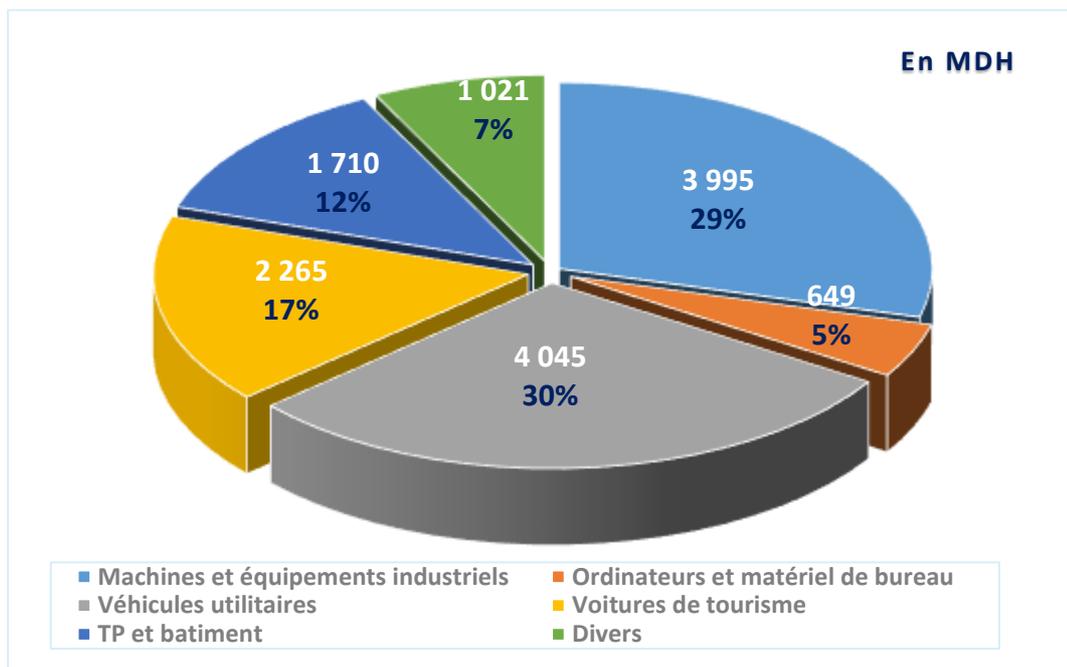
#### ▪ La répartition de la production CBM :

##### ➤ Par secteur d'activité :



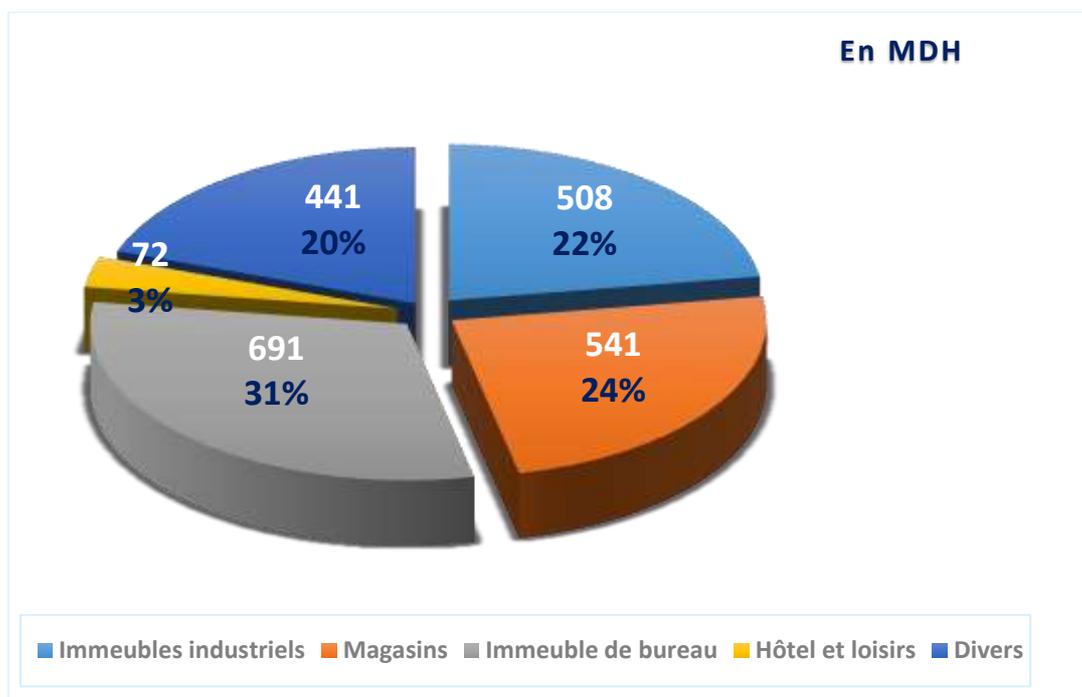
La production relative aux secteurs « Industrie » et « service » représente 53,5% de la production globale.

➤ **par nature de bien :**

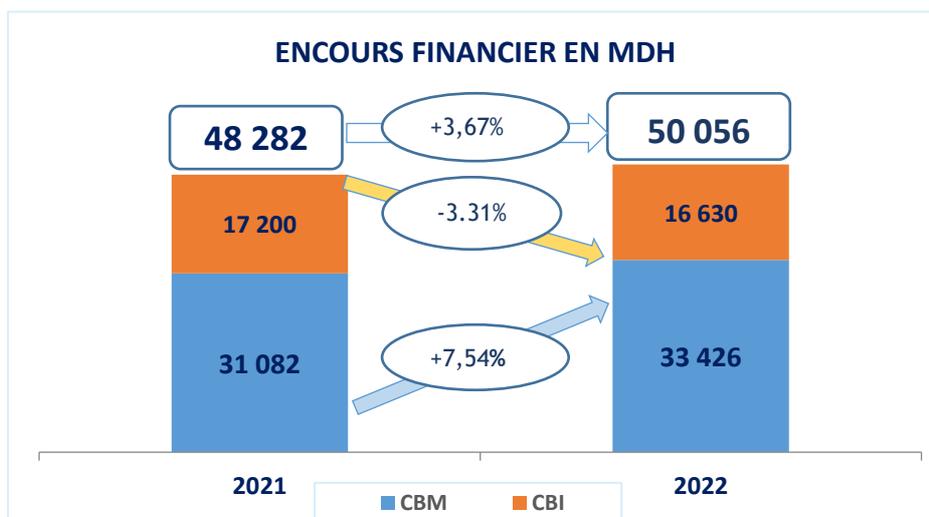


▪ **La répartition de la production CBI :**

Le Crédit-Bail Immobilier (CBI), enregistre une baisse de la production de 21,25% passant de 2 860 MDH en 2021 à 2 253 MDH en 2022. Sa part dans la production globale se situe à 14.13%, et se répartit par type de bien comme suit :



En conséquence, l'encours global du marché a progressé de 3.67 % passant de 48 282 MDH en 2021 à 50 056 MDH en 2022



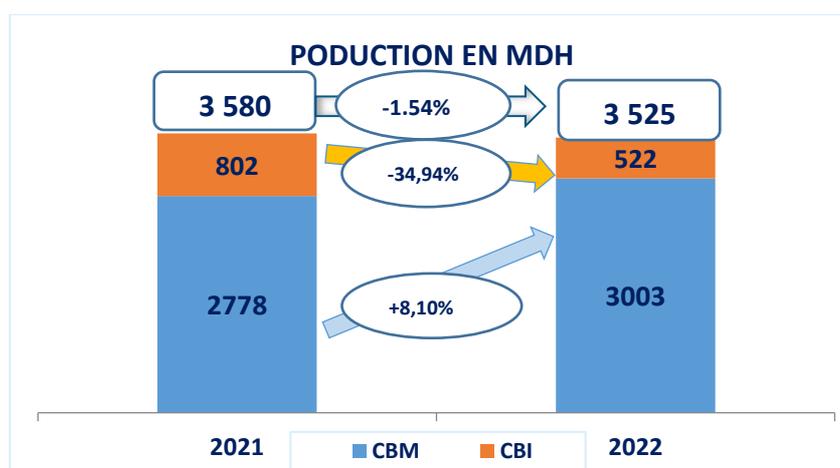
La ventilation de l'encours global par type de produit se présente comme suit :

- Crédit-Bail Mobilier : 33 426 MDH en 2022 contre 31 082 MDH en 2021, soit une progression de 7,54 %.
- Crédit-Bail Immobilier : 16 630 MDH en 2022 contre 17 200 MDH en 2021, soit une régression de 3,31 %.

## 2.4 BILAN D'ACTIVITÉ DE MAROC LEASING

### ▪ Production

La production globale réalisée en 2022 s'établit à 3 525 MDH en baisse de 1,54% par rapport à 2021.

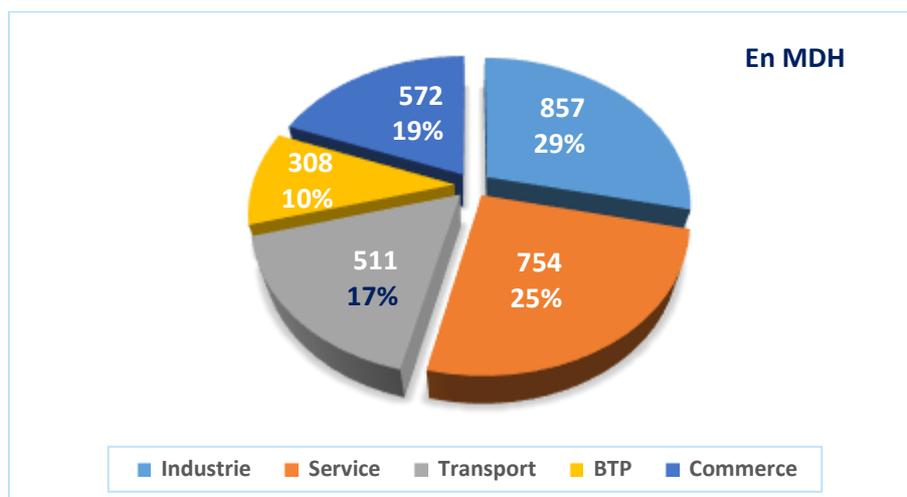


La production CBM atteint 3 003 MDH, soit 85% du total réalisé, et 22 % de part de marché. Cette production est hausse de 8,1% par rapport à 2022.

La production CBI s'établit à 522 MDH, soit 15 % du total réalisé, et 23,2 % de part de marché. Cette production est baisse de 35% par rapport à 2022.

### ➤ Répartition sectorielle de la production CBM

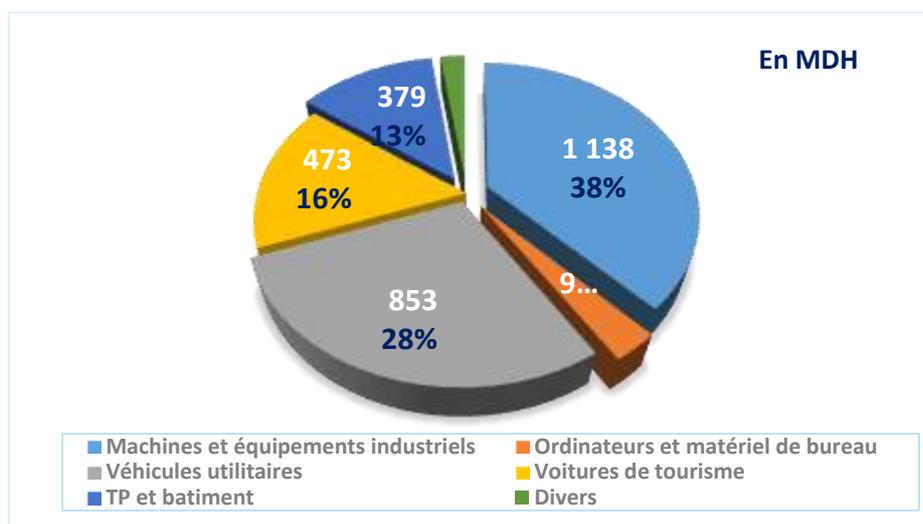
La répartition sectorielle de la production CBM de Maroc Leasing en 2022 se présente comme suit:



La production relative aux secteurs « Industrie » et « service » représente 54% de la production globale.

Il est à noter que le secteur « Industrie » mobilise à lui seul 857 MDH. Il représente 29% de la production CBM globale.

### ➤ Répartition par nature d'équipement de la production CBM

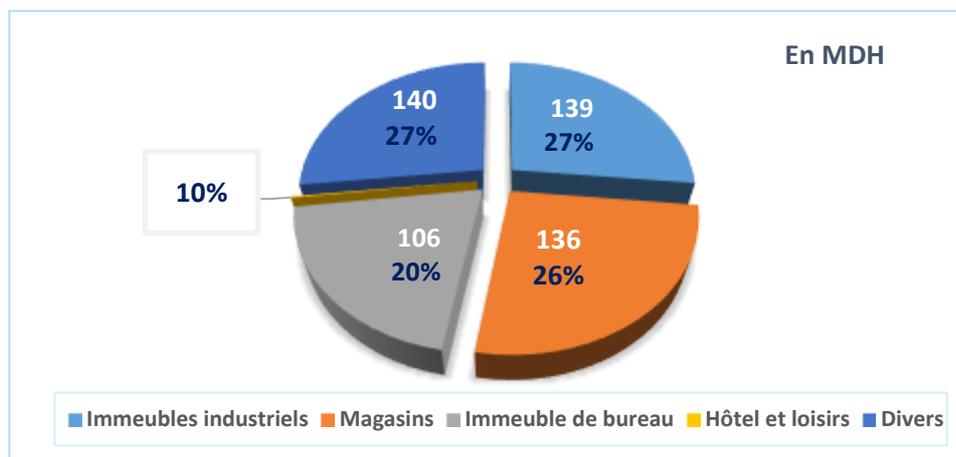


Le matériel roulant (véhicules utilitaires et voitures de tourisme) représente 44% de la production CBM de Maroc Leasing.

Le financement des machines et équipements industriels représente 38 % de la production CBM.

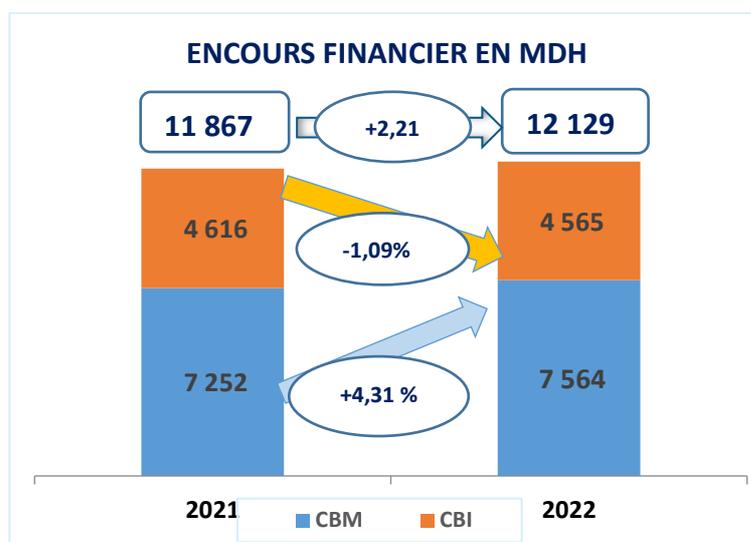
## ➤ Répartition par nature de bien de la production CBI

La répartition CBI par type de bien se présente comme suit :



### ▪ Encours financier

L'encours global de Maroc Leasing a enregistré une hausse de 2.21 % passant de 11 867 MDH en 2021 à 12 129 MDH au en 2022, représentant une part de marché de 24.22 %.



L'encours CBM qui représente 62,36% de l'encours financier global, enregistre une hausse de 4,31 % par rapport à fin décembre 2021.

Quant à l'encours CBI qui représente 37,64% de l'encours financier global, il affiche une baisse de 1,09% par rapport à fin décembre 2021.

## 2.5 SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2022

Au niveau des ressources, l'encours des financements au 31 décembre 2022 a atteint 8 787 MDH contre 8 539 MDH en 2021.

Concernant l'exploitation, le chiffre d'affaires hors taxes, principale composante des produits d'exploitation bancaires, a atteint un montant de 3 772 MDH contre 3 765 MDH l'exercice précédent.

Au niveau des charges d'exploitation, les charges financières se sont élevées à 382,38 MDH contre 370,45 MDH en 2021, en hausse de 3,2%. Les dotations aux amortissements ont totalisé la somme de 3 055 MDH contre 3 023 MDH en 2021, le taux d'amortissement se situe ainsi à 81,14% contre 80,30% en 2021.

Le Produit Net Bancaire, quant à lui, s'établit à 334,38 MDH contre 371,16 MDH en 2021, soit une baisse de 9,9%.

Les charges générales d'exploitation ont totalisé la somme de 88,06 MDH contre 82,86 MDH en 2021, en hausse de 6,28% :

- Les frais du personnel se sont élevés à 50,71 MDH contre 48,72 MDH en 2021 ;
- Les impôts et taxes ont totalisé un montant de 1,37 MDH ;
- Le poste des charges externes a atteint à fin décembre 2022 un montant de 25,71 MDH contre 25,08 MDH.

Le compte de provisions pour créances en souffrance a enregistré une dotation de 129,86 MDH en 2022 contre 148,30 MDH en 2021.

Les autres provisions affichent un montant de 19,43 MDH contre 49,04 MDH une année auparavant. A noter que le provisionnement pour la moins-value latente de la partie terrain de 12 MDH annuellement s'est arrêté fin 2021.

Quant aux reprises, elles affichent un montant de 21,7 MDH contre 26,9 MDH.

Le résultat non courant s'élève à - 34,6 MDH contre -3 MDH en 2021 sous l'effet du dénouement du contrôle fiscal.

Le résultat net affiche un montant de 68,88 MDH contre 90,74 MDH à fin décembre 2021, soit une baisse de 24,1%.

Les principaux indicateurs financiers se présentent comme suit :

En KDH	2022	2021	EVOL.
Encours financier	12 129 499	11 867 539	2,21%
Chiffre d'affaires HT	3 772 233	3 764 966	0,19%
Charges financières	382 384	370 453	3,22%
Charge des immobilisations en crédit- bail et en location	3 055 118	3 023 131	1,06%
Produit Net Bancaire (PNB)	334 385	371 155	-9,91%
Charges générales d'exploitation	88 066	82 859	6,28%
Dotations aux provisions nettes de reprises	93 479	139 126	-32,81%
<b>Résultat net</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>	<b>-24,09%</b>

## 2.6 PERSPECTIVE 2023

En 2023, Maroc Leasing poursuivra la mise en œuvre de son plan de développement stratégique, et reste engagée pour accompagner le financement de la relance de l'économie marocaine. Maroc Leasing aborde 2023 avec détermination, en s'appuyant sur la synergie avec le Groupe Banque Populaire, et se mobilise au côté de ses clients pour les accompagner sur le chemin de la reprise économique. Aussi, au vue des perspectives de reprise, Maroc Leasing renforce son positionnement et ambitionne de recruter davantage les TPME, non encore servies par le financement leasing et qui constituent un important levier de croissance, et ce tout en veillant à la maîtrise du risque.

### 3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



1, Boulevard Othya Mansur  
29 140 Casablanca  
Maroc

MAROC LEASING S.A.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022



Lot 57 Tour CPC - Casa  
Anfa 20220 Hay Hassani  
Casablanca Maroc

Aux Actionnaires de la société  
MAROC LEASING S.A.  
57, Angier rue Poind 01, Abderrahmane – CASABLANCA.

#### Audit des états de synthèse

##### Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Maroc Leasing S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (E.I.C.). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MMAD 1 167 825 dont un bénéfice net de MMAD 68 877.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Maroc Leasing S.A. au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

##### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

##### Identification et évaluation du risque de crédit sur les immobilisations données en crédit-bail

###### Risque identifié

Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de crédit qui expose Maroc Leasing à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Maroc Leasing constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/0/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.

L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :

- L'identification des engagements en souffrance ;
- L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des engagements et de l'évaluation de la valeur marchande des biens.

Au 31 décembre 2022, le montant des provisions pour dépréciation sur les créances en souffrance s'élève à MMAD 765, à retenir l'encours des immobilisations données en crédit-bail à un montant net de MMAD 12 056.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux immobilisations données en crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

###### Réponse d'audit

Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et testé les contrôles clés manuels et informatisés que nous avons jugés clés pour notre audit, relatifs à la revue du portefeuille, l'identification des encours en souffrance et au calcul des provisions.

Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :

- Prendre connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des créances venant au ou en souffrance ;
- Étudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/0/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par Maroc Leasing ;
- Réviser la classification des créances relatives aux immobilisations données en crédit-bail ;
- Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes de la Profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative (en à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation). Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 30 mars 2023.

Les Commissaires aux Comptes

**Fidarc Grant Thornton**

Faidel Mekoune  
Associé  
FIDARC GRANT THORNTON  
Fidarc International  
Casablanca  
Tél: 05 22 54 44 50 - Fax: 05 77 26 88 78

**PwC Maroc**

Mohamed Rqibate  
Associé  
PwC Maroc  
Lot 57 Tour C.C. 15ème étage, Casa Anfa,  
20220 - Bd. Hassan - Casablanca  
T: +212 (0) 37 79 20 00 F: +212 (0) 37 79 20 70  
maroc@pwc.com www.pwc.com/maroc  
N°: 1106706 - C.V.S.E. - 2567045

## Honoraires des Commissaires Aux Comptes

KDH

CAC	Honoraires versés aux CAC
Mazars Audit et Conseil	300
Fidaroc Grant Thornton	300
<b>Total</b>	<b>600</b>

### 4 GOUVERNANCE

Maroc Leasing est dotée d'une organisation et structure de gouvernance intégrée, lui permettant de repérer les risques auxquels elle est confrontée, de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat et efficace et d'établir un système de suivi et de réajustement.

La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre d'une part le Conseil d'Administration et les comités émanant du conseil et d'autre part la direction et les comités internes.

#### 4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable de la solidité financière de Maroc Leasing. Il définit ses orientations stratégiques, y compris sa politique de développement, et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois en 2022, et se compose comme suit :

Nom et Prénom	Fonction	Date première de Nomination en tant qu'administrateur	Expiration du mandat	Nombre de mandats
M. Karim Mohamed Mounir	Président du Conseil D'administration	15 juin 2011	A.G.O Exercice 2027	3 Mandats
M. Mohammed Kamal MOKDAD	Administrateur	19 février 2021	A.G.O Exercice 2027	2 Mandats
M. Jalil SEBTI	Administrateur	19 février 2021	A.G.O Exercice 2027	2 Mandats
M. Choukri OIMDINA	Administrateur/ representant BCP	26 novembre 2018	A.G.O Exercice 2027	2 Mandats
M. Abdeslam BENNANI	Administrateur	05-févr-15	A.G.O Exercice 2027	3 Mandats
M. Hassan DEBBAGH	Administrateur	30 septembre 2021	A.G.O Exercice 2027	2 Mandats
M. Hassan MOURAD	Administrateur	11 mai 2018	A.G.O Exercice 2027	1 Mandats
M. Zaid ARFAOUI	Administrateur	30 septembre 2009	A.G.O Exercice 2027	3 Mandats
M.FIKRAT MOHAMED	Administrateur independant	30 septembre 2021	A.G.O Exercice 2027	1 Mandat

## 4.2 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

### 4.2.1 Comité d'Audit et des Risques

Nom et Prénom	Fonction
M. Choukri OIMDINA	Président du Comité d'Audit
M. Hassan DEBBAGH	Membre du Comité d'Audit et des Risques
M. Abdeslam BENNANI	Membre du Comité d'Audit et des Risques
M. Mohamed FIKRAT	Administrateur indépendant

### 4.2.2 Comité de Rémunération et Nomination

Nom et Prénom	Fonction
M. Karim Mohamed MOUNIR	Président du Comité
M. Mohammed Kamal MOKDAD	Membre du Comité
M. Jalil SEBTI	Membre du Comité

## 4.3 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION

Les comités internes sont des organes de décisions ou de suivi. Les principaux Comités ainsi que leurs prérogatives sont présentés comme suit :

### 4.3.1 Comité de direction

Le comité de direction a pour principales attributions :

- Mettre en œuvre les directives du Conseil d'Administration ;
- Réaliser le suivi des décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- Suivre les réalisations des différents domaines d'activités de Maroc Leasing : (commercial, recouvrement, finance, ...).

### 4.3.2 Comité de suivi du plan stratégique

- Evaluer la position stratégique de Maroc Leasing, compte tenu de l'évolution de son environnement et de ses segments de clientèle ainsi que ses axes de développement à moyen et long terme ;
- Etablir la stratégie commerciale & Marketing et veiller à son application ;
- Suivre les projets stratégiques et décider des priorités ;
- Suivre les plans d'action découlant du Plan Moyen Terme.

### 4.3.3 Comité de suivi des Plans d'action Risques & Audit

- Suivre la mise en application des recommandations émises par le Comité d'Audit, les Commissaires Aux Comptes, l'Inspection Générale Groupe et l'Audit interne ;
- Suivre le plan d'action adopté par la fonction des Risques et de la Conformité.

#### **4.3.4 Comité de Performance**

- Apprécier la performance des processus ;
- Déterminer les mesures à prendre pour améliorer la performance des Processus ;
- Suivre les projets en cours.

#### **4.3.5 Comité ALM**

- Définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes en matière de gestion globale du bilan (Liquidité et taux) ;
- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de refinancement ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux.

#### **4.3.6 Comité de Crédit**

- Statuer sur tout élément lié au risque de crédit encouru par Maroc Leasing;
- Quand la demande de financement dépasse 30 MDHS par client y compris l'encours financier, un comité élargi nommé « Comité Grands Risques » se tient avec la participation de deux membres externes à Maroc Leasing.

#### **4.3.7 Comité de Recouvrement et Créances sensibles**

- Arrêter la liste des créances en souffrance et suivre leur évolution ;
- Valider les dossiers à transférer au contentieux ;
- Examiner l'état d'avancement des dossiers gérés en précontentieux ;
- Valider le choix de l'avocat à la phase précontentieuse.

#### **4.3.8 Comité Système d'Information & Sécurité**

- Valider le schéma directeur SI ;
- Suivre les projets SI ;
- Valider le périmètre des tests d'intrusion ;
- Apprécier le niveau de sécurité du Système d'Information ainsi que les actions correctives et préventives.

#### **4.3.9 Comité Déontologique & Ethique**

- S'assurer de l'application des règles déontologiques et éthiques ;
- Se prononcer sur les cas et faits de déontologie et d'éthique ;
- Suivre le plan d'action établi par l'entité chargée de la déontologie et de l'éthique.

#### **4.3.10 Comité de Sécurité & Hygiène**

- S'assurer de l'application des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection des salariés contre les risques professionnels ;
- Porter une appréciation sur le fonctionnement du service médical assuré par le médecin de travail.

### **5 GESTION GLOBAL DES RISQUES**

#### **5.1 RISQUE DE CRÉDIT**

Maroc Leasing est conforme aux différentes dispositions réglementaires mises en place par Bank Al Maghrib pour la gestion de risques crédit. Plusieurs techniques préventives ou à posteriori sont utilisées :

- Sécurité et rentabilité des opérations ;
- Diversification des risques ;
- Sélection stricte des dossiers lors de l'octroi ;
- Séparation entre les fonctions de l'activité « Commerciale » et celle de l'appréciation et évaluation des demandes de crédit « Engagement », ainsi que du « contrôle des risques » ;
- Collégialité de la décision par l'instauration des Comités de crédit et de suivi des créances en souffrance et de créances sensibles ;
- Détection précoce de défaillance des contreparties ;
- Réactivité dans le recouvrement ;
- Veille Réglementaire.

##### **5.1.1 SYSTÈME DE SCORING ET DE NOTATION**

Le système de notation interne fait partie intégrante du dispositif d'évaluation, de maîtrise et de surveillance du risque de crédit de Maroc Leasing. Il couvre l'ensemble des méthodes, procédés, outils et contrôles qui permettent l'évaluation de ce risque et prend en compte le paramètre fondamental qui est la probabilité de défaut (PD) correspondant à une échelle de notation.

Cette démarche s'inscrit dans le processus de gestion globale du risque de crédit dont l'objectif est de détecter en amont les signes de détérioration potentielle des contreparties et répondre aux exigences réglementaires en la matière.

### **5.1.2 Concentration sectorielle**

Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion et de suivi du risque de concentration sectorielle. Il s'articule autour de règles et normes qui consistent à combiner la mesure du degré de sinistralité des secteurs avec leurs potentiels de développement. Ce dispositif constitue une composante importante du processus de planification stratégique du développement du portefeuille.

### **5.1.3 Suivi des créances sensibles**

Le dispositif de gestion des créances sensibles a pour objectif de déceler suffisamment à l'avance les créances présentant certains critères, et préservant dans le temps le potentiel du recouvrement éventuel,

Ce dispositif concerne tous les clients présentant des anomalies par rapport aux conditions d'utilisation des financements accordés ou des signaux significatifs de détérioration potentielle de la qualité du risque de contrepartie.

L'identification et le suivi de ces créances s'opèrent conjointement par les fonctions risques, financière et recouvrement avec un passage au comité pour validation et constitution de provisions.

### **5.1.4 Stress tests**

Maroc Leasing conduit un exercice régulier de stress tests qui consiste à s'assurer de sa capacité à résister à des scénarii de dégradation extrêmes inattendus et à en mesurer l'impact des facteurs de risque sur sa capacité de résistance en termes de solvabilité et de rentabilité. Ces stress tests s'appuient sur des textes réglementaires ou définis en interne le cas échéant.

Ce dispositif fait partie intégrante du dispositif de gestion de pilotage des risques et participe au processus de planification des fonds propres et des exigences réglementaires.

## **5.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX**

Dans le cadre du renforcement de son système de pilotage et de ses outils d'aide à la décision, Maroc Leasing dispose d'un système de gestion actif-passif (ALM). L'objectif est d'optimiser les stratégies de refinancement et d'assurer l'adéquation entre emplois et ressources en termes de volume et de profils d'amortissement, tout en optimisant la gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt.

### **5.2.1 Risque de liquidité**

Ce risque revêt un caractère particulier dans le cas des sociétés de financement, à l'instar des banques, dont l'objectif est de maximiser la marge de transformation.

La méthode utilisée est la méthode des impasses. Les impasses de liquidité sont définies par les différences entre les encours du passif et de l'actif à une date donnée.

Nous distinguons les impasses statiques de liquidité et les impasses dynamiques.

La gestion « ALM » consiste à dresser les profils d'amortissement des ressources et des emplois. L'échéancier de recouvrement des emplois est ensuite corrigé pour tenir compte des impayés et des créances non recouvrées, ce qui permet d'obtenir un échéancier « réel » pour les emplois.

Les flux prévisionnels entrants et sortants, que sont les recouvrements des redevances relatives aux financements accordés par Maroc Leasing et les remboursements des différents emprunts contractés par Maroc Leasing, sont alors confrontés. Cette confrontation permet de calculer les impasses « statiques » de liquidité.

La nouvelle production est ensuite intégrée pour un horizon de gestion donné et les impasses « dynamiques » recalculées, puis les besoins de refinancement prévisionnels déterminés.

### **5.2.2 Risque de taux**

Quant au risque de taux d'intérêt, il se définit comme le risque de voir les résultats affectés défavorablement par les mouvements des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt reflète généralement l'inadéquation entre les éléments de l'actif et ceux du passif en termes de référence de taux et de duration.

L'activité de Maroc Leasing consiste à se financer auprès du secteur bancaire ou sur le marché obligataire pour octroyer des crédits-baux mobilier et immobilier. Les taux de financement et les taux de sortie constituent les éléments centraux dans la formation de ses résultats, et leur différentiel conditionne sa rentabilité.

Du côté des ressources de Maroc Leasing, la majeure partie des lignes de financement sont à taux fixes. Elles sont composées généralement de crédit moyen terme et d'emprunts obligataires. Ces lignes de financement ont une maturité initiale de 5 à 7 ans.

Du côté des emplois, les CBM et CBI ont une maturité moyenne respectivement de 48 et 120 mois. Le taux d'intérêt est fixe pendant les 5 premières années avec la possibilité de le réviser toutes les 5 années durant la durée du contrat.

## **5.3 DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL**

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par Maroc Leasing vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients, produits, pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

Le dispositif mis en place cherche à répondre aux recommandations de BAM et aux pratiques préconisées par les accords du Comité de Bâle. Globalement, il s'inscrit dans un système d'amélioration continue

Afin de renforcer la maîtrise des risques opérationnels, Maroc Leasing veille à :

- Alimenter et mettre à jour la cartographie des risques ;
- Constituer une base de données des incidents opérationnels ;
- Mettre à jour les procédures de suivi et de contrôle des différents risques identifiés ;
- Adopter des mesures destinées à réduire les risques.

### **5.3.1 CARTOGRAPHIE DES RISQUES OPÉRATIONNELS**

La démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels s'appuie sur le référentiel interne des processus notamment un découpage des activités et la réalisation des travaux d'analyses d'impacts à dire d'expert avec les responsables des entités afin de valider les risques inventoriés.

L'évaluation de ces risques s'effectue selon le paramètre de la fréquence et celui de l'impact suivant une grille de score. Les dispositifs de maîtrise de risques sont appréciés par rapport à leur pertinence et leur applicabilité selon trois niveaux : satisfaisant, à renforcer ou insatisfaisant.

Le niveau de maîtrise de ces risques se fait via la mise en place d'actions préventives et / ou correctifs faces aux risques majeurs identifiés.

Au cours de l'exercice 2022, Maroc Leasing a mis en place l'outil GRC qui sera la plateforme privilégiée pour les déclarations des incidents et le suivi des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'action, en parallèle avec l'outil Efront déployé par le Groupe Banque Populaire.

### **5.3.2 COLLECTE DES INCIDENTS**

Le système de collecte des incidents liés aux risques opérationnels se base sur un mécanisme déclaratif géré en temps réel grâce à un applicatif dédié. L'animation des acteurs du processus de collecte permet d'améliorer la qualité des déclarations et d'avoir une meilleure visibilité sur le profil risque de chaque processus.

La collecte des incidents opérationnels courant l'exercice 2022 a permis de :

- Définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées ;
- Acquérir une meilleure connaissance des vulnérabilités ;
- Renforcer la sensibilisation et la vigilance au risque opérationnel au sein de Maroc Leasing.

### **5.3.3 SUIVI DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES**

Maroc leasing apprécie le niveau d'exposition des risques opérationnels liés aux activités critiques confiées aux prestataires externes à travers des grilles d'évaluations. Les typologies de risques liées sont :

- Risque juridique ;
- Risque de divulgation d'informations internes ;
- Risque lié à la protection des données à caractère personnel ;
- Risque de non performance ou de défaillance du prestataire ;
- Risque d'image ou de réputation ;
- Risque de concentration d'activités externalisées.

### **5.3.4 DISPOSITIF DE GESTION DU PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE**

Le plan de continuité d'activité de Maroc Leasing, a pour objectif une gestion adaptée, cohérente, synchronisée et efficace des situations qui pourront affecter tout ou partie des entités de l'établissement. Il permet de minimiser les effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles puis la reprise planifiée des activités.

Le dispositif relatif au plan de continuité d'activité se détaille comme suit :

- Plan de secours métier définissant les activités critiques ;
- Cartographie et scénarios de sinistres ;
- Procédures de gestion de crise ;
- Procédures en mode dégradé ;
- Plan de Communication ;
- Plan d'hébergement des utilisateurs avec les solutions de repli retenues, et les procédures de reprise ;
- Plan de secours informatique (PSI) permettant la reprise des activités dans les délais ;
- Plan de formation et sensibilisation du personnel sur l'exercice d'évacuation.

## **6 DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT**

Le contrôle permanent est constitué de l'ensemble des dispositifs qui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques selon leur niveau d'acceptation. Le dispositif du contrôle permanent est adapté à son activité, à sa taille, à la complexité et à l'importance des risques que les activités du périmètre génèrent.

Le contrôle permanent vérifie le respect des règles de gestion, l'existence, la permanence et la pertinence des contrôles.

Le contrôle permanent procède à des contrôles permanents de deuxième niveau. Il centralise et analyse les résultats des contrôles, et produit périodiquement des reportings à destination du Comté d'Audit & des Risques.

## **7 DISPOSITIF DE CONFORMITÉ, DEONTOLOGIE ET ETHIQUE**

### **7.1 CONFORMITE**

La fonction conformité est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du dispositif de gestion du risque de non-conformité dans une démarche de prévention et de conseil sur les différents volets de la conformité :

- La sécurité financière qui englobe les sujets de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la connaissance client et le respect des embargos financiers,
- La veille réglementaire et la réalisation d'actions de formations et de sensibilisations sur les évolutions réglementaires ;
- La déontologie et l'éthique professionnelle qui englobe les sujets relatifs aux règles de bonne conduite, la gestion de conflit d'intérêt, la prévention contre la corruption et la protection des données à caractère personnel,
- Le respect des réglementations sur la responsabilité sociale et environnementale ;
- La maîtrise des risques de non-conformité relatifs aux nouveaux produits/activités ;

Au titre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Maroc Leasing a, au cours de l'année 2022, complété et adapté son dispositif afin de prendre en compte les nouvelles exigences issues des textes réglementaires émanant d'autorités de contrôle.

La fonction conformité a poursuivi le programme de sensibilisation et de transformation du dispositif KYC afin d'en accroître l'efficacité opérationnelle et d'améliorer l'expérience client.

Sur le volet de la protection de données à caractère personnel, Maroc Leasing continue les actions entreprises dans le cadre du projet de convergence avec le Groupe BCP afin d'assurer la conformité avec le règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD) ainsi que la loi 09-08.

## **7.2 DEONTOLOGIE ET ETHIQUE**

Les rapports sur l'activité déontologie ont été adressés à l'Autorité Marocaine du Marché de Capitaux accompagnées de la liste actualisée des personnes initiées selon les modalités d'échanges arrêtées avec cet organisme.

De même, dans le cadre du renforcement du dispositif de déontologie, une politique de lutte contre la corruption et une politique de gestion des conflits d'intérêt ont été mises en place.

## **8 GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION**

Les nouvelles technologies de l'information et les moyens de communication se diversifient et les utilisations des systèmes d'information aussi évoluent et s'enrichissent chaque jour. Face à ce contexte et ayant pris conscience de l'importance stratégique des systèmes d'information et de leur performance opérationnelle et économique, Maroc Leasing a placé la DSI au centre des attentions pour répondre aux enjeux d'innovation et d'intégration des technologies.

Le système d'information Maroc leasing se compose d'un ensemble de plateformes :

### **□ Backoffice**

- Un ERP ouvert qui permet de gérer l'intégralité du cycle de vie du métier de leasing avec un système de workflows intégré ;
- Un ERP comptable qui couvre la comptabilité générale, trésorerie, rapprochement bancaire, gestion des immobilisations, gestion des fournisseurs d'exploitation, Communication réglementaire ;
- Un outil de dématérialisation documentaire « GED » ;
- Un outil CRM ;
- Une solution de lutte anti blanchiment ;
- Une solution Scoring et de Notation.
- Une solution GRC (Gouvernance des risques et Conformité)

### **□ Front office**

- Un espace partenaire baptisé Wajiha, qui donne la possibilité à nos partenaires d'effectuer des propositions en ligne, suivre leurs portefeuilles clients, la gestion des tâches, alertes et notification, reporting...;
- Un espace client pour rendre l'accessibilité à l'information plus simple et plus rapide « la consultation, l'édition et le suivi des contrats, la situation client, l'édition des factures, l'édition de l'échéancier, la demande SAV ainsi que la gestion des réclamations ;

- Une solution mobile sur des tablettes au profit des commerciaux pour la gestion des propositions, simulations et des portefeuilles.

La gouvernance du système d'information est désormais un impératif pour conduire et faire évoluer le SI en accord avec les parties prenantes. Pour cela, Maroc Leasing a mis un ensemble de mesures pour assurer une bonne gouvernance IT :

- Un comité de suivi IT qui se tient chaque trimestre pour avoir une visibilité de l'avancement du portefeuille global des projets, centraliser et qualifier les nouvelles demandes métiers, décider & arbitrer ;
- Un comité de sécurité SI qui se tient sur une fréquence semestrielle ;
- Une charte de sécurité SI ;
- Des audits de sécurité et des tests d'intrusion réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière ;
- La sensibilisation des utilisateurs sur la cybercriminalité.

## **9 RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

### **9.1 Informations environnementales**

En tant qu'acteur significatif du financement de l'économie, Maroc Leasing a un rôle à jouer dans la transition vers un développement durable et a choisi depuis 2015 de renforcer ses ambitions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La RSE est à ce titre l'un des grands leviers transverses du plan stratégique de Maroc Leasing, au service d'une création de valeur pérenne.

La démarche environnementale et sociale permet de nourrir le dialogue stratégique avec les clients et d'accompagner leur propre transition vers un modèle plus durable, à travers le développement d'offres innovantes.

Maroc Leasing a adopté une démarche de responsabilité d'entreprise gérée à travers un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES). Elle intègre les risques sociaux et environnementaux dans l'analyse des financements de projets.

Le SGES s'intègre dans la démarche globale d'évaluation des risques avant l'octroi des demandes de financement aux entreprises. Il impose à chaque étape la prise en compte des impacts environnementaux.

## 9.2 UN FINANCEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte énergétique en perpétuelle évolution, maîtrise des consommations énergétiques, financements innovants, autoconsommation, .... Maroc Leasing déploie des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique des entreprises, leur permettant d'adopter des démarches efficaces et écoresponsables.

Maroc Leasing élargit sa plateforme de financement et met à la disposition de ses clients de nouvelles lignes de financement et développe ainsi son expertise dans le financement vert:

- **GREEN VALUE CHAIN**

Maroc Leasing a déployé un nouveau programme de financement vert, nommé GVC - Green Value Chain. Il s'agit d'un package de financement et d'accompagnement complet permettant de financer, de manière attractive, une large gamme d'investissements verts, entre autres les projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables à petite échelle, de gestion de l'eau, de traitements des déchets, d'économies d'énergies liées aux bâtiments.

Ce programme de financement permet aux entreprises marocaines de renforcer leur compétitivité et indirectement, celle de leurs écosystèmes (chaînes de valeur), et créer ainsi, une base industrielle décarbonnée et circulaire pour servir notamment le marché européen.

GVC bénéficie du soutien de l'Union Européenne, du Fonds Vert pour le Climat, du Compte Coréen pour l'Assistance Technique et la Coopération, et du Compte Spécial des Actionnaires de la BERD.

- **GREEN ECONOMY FINANCING FACILITY MOROCCO II - GEFF II**

« GEFF Morocco II » est une offre financière avantageuse pour faciliter le processus de mise en place d'une approche d'efficacité énergétique et gestion des ressources des entreprises marocaines afin de renforcer leur compétitivité.

Ce nouveau programme permet de financer des investissements verts des entreprises privées dans l'énergie durable, la conservation de l'eau, la réduction des déchets ou encore les technologies vertes et l'adaptation au changement climatique.

Cette nouvelle offre « One Shop Offer » se veut être une offre complète rassemblant en un seul produit, du financement leasing, une assistance technique gratuite pour les entreprises et une subvention à l'investissement éligible, financée par l'Union Européenne.

### 9.3 INFORMATIONS SOCIALES

Maroc Leasing a doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité. Une large place est accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

Le recrutement au sein de Maroc Leasing fait l'objet d'une planification des besoins inscrite dans le cadre du PMT triennal et évaluée dans le cadre du processus budgétaire.

Maroc Leasing exige pour ses recrues des parcours en adéquation avec ses valeurs, tout en favorisant la diversité des profils et des sources de recrutement. Une attention particulière est portée à l'adéquation entre ses valeurs et celles incarnées par les candidats.

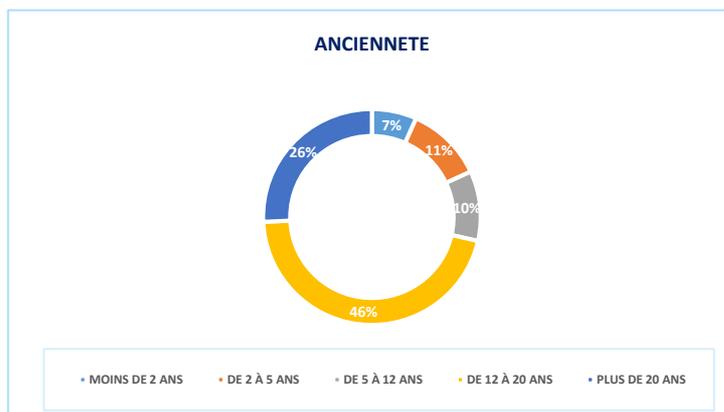
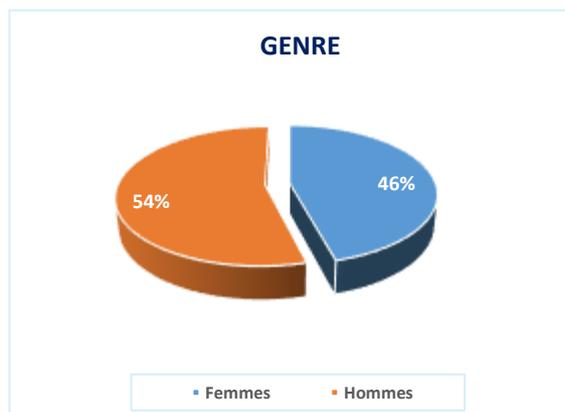
Sur le plan de gestion des carrières, Maroc Leasing place le capital humain au cœur de sa vision et son développement.

Sa politique de Gestion de carrière est fondée sur le développement des compétences, la responsabilisation et la mise en place d'une culture de communication et de partage, visant à porter ses effectifs aux plus hauts niveaux d'expertise, grâce notamment à sa politique de formation.

A cet effet, Maroc Leasing a mis en place une ingénierie de formation en vue d'assurer le développement des compétences, l'épanouissement des collaborateurs et la valorisation de leurs expériences (compétences techniques liées au poste, compétences managériales et de leadership).

Concernant les autres indicateurs sociaux, le personnel de Maroc Leasing est représenté par six délégués. Aucun accident de travail n'a été recensé, et aucun mouvement de grève n'a été constaté en 2022.

En 2022, Maroc Leasing a recruté 5 cadres, son effectif compte 105 personnes au 31.12.2022, ventilé par genre et ancienneté comme suit :



## 10 LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUES 2022
Avis de convocation AGO du 04 janvier 2022
Communiqué - Conseil d'Administration du 22 février 2022
Avis de convocation AGO du 03 mars 2022
Ratios prudentiels au 31 décembre 2021
Avis de convocation 31 mars 2022
Publication des états financiers au 31 décembre 2021
Rapport financier annuel 2021
Indicateurs financiers au 31 mars 2022
Etats financiers semestriels au 30 juin 2022
Informations droit de vote 27 juin 2022
Détail du vote AGO 27 juin 2022
Formulaire vote par correspondance ou procuration AGO du 27 juin 2022
Assemblée générale ordinaire du 27 juin 2022
Emission d'obligation Blockchain de Juillet 2022
Emission emprunt obligataire - Août 2022
Formulaire vote par correspondance ou procuration AGO au 05 août 2022
Pouvoirs 05 août 2022
Ratios prudentiels prévisionnels Maroc Leasing du 05 septembre 2022
Communiqué - indicateurs du troisième trimestre 2022

Pour consulter nos communiqués de presse :

[www.marocleasing.ma/Publication](http://www.marocleasing.ma/Publication)

## 11 ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS

### Bilan au 31 décembre 2022

ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
<b>1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	-	-
<b>2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>11</b>	<b>70</b>
. A vue	11	70
. A terme		
<b>3. Créances sur la clientèle</b>	<b>10 079</b>	<b>8 533</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	296	343
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	56	68
. Autres crédits	9 727	8 122
<b>4. Créances acquises par affacturage</b>		
<b>5. Titres de transaction et de placement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
<b>6. Autres actifs</b>	<b>214 660</b>	<b>137 868</b>
<b>7. Titres d'investissement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
<b>8. Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>1 260</b>	<b>1 260</b>
<b>9. Créances subordonnées</b>		
<b>10. Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>12 056 253</b>	<b>11 630 124</b>
<b>11. Immobilisations incorporelles</b>	<b>124 063</b>	<b>124 296</b>
<b>12. Immobilisations corporelles</b>	<b>15 136</b>	<b>15 528</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>12 421 462</b>	<b>11 917 679</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
<b>1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>		
<b>2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>9 532 596</b>	<b>9 173 773</b>
. A vue	745 803	634 295
. A terme	8 786 793	8 539 478
<b>3. Dépôts de la clientèle</b>	<b>59 490</b>	<b>50 013</b>
. Comptes à vue créditeurs	47 935	38 439
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	11 555	11 574
<b>4. Titres de créance émis</b>	<b>808 819</b>	<b>816 807</b>
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires	808 819	816 807
. Autres titres de créance émis		
<b>5. Autres passifs</b>	<b>823 087</b>	<b>703 962</b>
<b>6. Provisions pour risques et charges</b>	<b>49 645</b>	<b>55 315</b>
<b>7. Provisions réglementées</b>		
<b>8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>		
<b>9. Dettes subordonnées</b>	<b>120 059</b>	<b>120 046</b>
<b>10. Ecart de réévaluation</b>		
<b>11. Réserves et primes liées au capital</b>	<b>423 774</b>	<b>423 774</b>
<b>12. Capital</b>	<b>277 677</b>	<b>277 677</b>
<b>13. Actionnaires. Capital non versé (-)</b>		
<b>14. Report à nouveau (+/-)</b>	<b>257 438</b>	<b>205 576</b>
<b>15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>		
<b>16. Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>12 421 462</b>	<b>11 917 679</b>

## Hors bilan

<b>HORS BILAN</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b><u>1 269 506</u></b>	<b><u>1 094 087</u></b>
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 269 506	1 094 087
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b><u>1 109 772</u></b>	<b><u>1 009 156</u></b>
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	600 000	302 000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	509 772	707 156
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2022	31/12/2021
<b>I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>3 772 233</b>	<b>3 764 966</b>
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	311
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 519	1 947
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4.Produits sur titres de propriété	-	218
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 770 714	3 762 490
6.Commissions sur prestations de service	-	-
7.Autres produits bancaires	-	-
<b>II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>3 437 848</b>	<b>3 393 811</b>
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	354 873	336 242
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	6 590	3 755
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	20 921	30 019
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 054 760	3 023 131
12.Autres charges bancaires	704	664
<b>III.PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>334 385</b>	<b>371 155</b>
13.Produits d'exploitation non bancaire	827	101
14.Charges d'exploitation non bancaire	-	-
<b>IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>88 066</b>	<b>82 859</b>
15.Charges de personnel	50 712	48 719
16.Impôts et taxes	1 369	396
17.Charges externes	25 708	25 081
18.Autres charges générales d'exploitation	1 180	1 204
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	9 097	7 459
<b>V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>176 380</b>	<b>228 528</b>
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	129 858	148 304
21.Pertes sur créances irrécouvrables	27 092	31 187
22.Autres dotations aux provisions	19 430	49 037
<b>VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>82 902</b>	<b>89 401</b>
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	61 165	62 486
24.Récupérations sur créances amorties	-	-
25.Autres reprises de provisions	21 737	26 915
<b>VII.RESULTAT COURANT</b>	<b>153 668</b>	<b>149 270</b>
26.Produits non courants	2 925	-
27. Charges non courantes	37 504	3 003
<b>VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>119 089</b>	<b>146 267</b>
28.Impôts sur les résultats	50 212	55 531
<b>IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>3 858 887</b>	<b>3 854 468</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>3 790 010</b>	<b>3 763 732</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>

## ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2022	31/12/2021
1.+ Intérêts et produits assimilés	1 519	2 258
2.- Intérêts et charges assimilées	382 384	370 016
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 380 865</b>	<b>- 367 758</b>
3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 770 714	3 762 490
4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 054 760	3 023 131
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>715 954</b>	<b>739 359</b>
5.+ Commissions perçues		
6. - Commissions servies	-	-
<b>Marge sur commissions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
7.+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
8.+ Résultat des opérations sur titres de placement	-	218
9. ± Résultat des opérations de change		
10. ± Résultat des opérations sur produits dérivés		
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-</b>	<b>218</b>
11.+ Divers autres produits bancaires	-	-
12. - Diverses autres charges bancaires	704	664
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>334 385</b>	<b>371 155</b>
13. ± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. + Autres produits d'exploitation non bancaire	827	101
15. - Autres charges d'exploitation non bancaire		
16. - Charges générales d'exploitation	88 066	82 859
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>247 146</b>	<b>288 397</b>
17. ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	95 785	117 005
18. ± Autres dotations nettes de reprises aux provisions	- 2 307	22 122
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>153 668</b>	<b>149 270</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>- 34 579</b>	<b>- 3 003</b>
19. - Impôts sur les résultats	50 212	55 531
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2022	31/12/2021
<b>± RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>68 877</b>	<b>90 736</b>
20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	9 097	7 459
21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux	19 430	36 915
23.+ Dotations aux provisions réglementées		
24.+ Dotations non courantes		
25. - Reprises de provisions	21 737	16 915
26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	8
27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28. - Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. + Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. - Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>75 667</b>	<b>118 187</b>
31.- Bénéfices distribués	38 874	33 321
<b>± AUTOFINANCEMENT</b>	<b>36 793</b>	<b>84 866</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/12/2022	31/12/2021
1.Produits d'exploitation bancaire perçus	3 433 422	3 365 060
2.Récupérations sur créances amorties		
3.Produits d'exploitation non bancaire perçus	3 752	101
4.Charges d'exploitation bancaire versées	383 088	370 680
5.Charges d'exploitation non bancaire versées	37 504	3 003
6.Charges générales d'exploitation versées	78 969	75 400
7.Impôts sur les résultats versés	55 531	14 181
<b>I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>2 882 082</b>	<b>2 901 897</b>
<b>Variation de :</b>		
8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	59	- 70
9.Créances sur la clientèle	- 1 546	- 2 270
10.Titres de transaction et de placement	-	-
11.Autres actifs	- 76 792	- 8 666
12.Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 3 235 894	- 3 093 126
13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	358 823	230 396
14.Dépôts de la clientèle	9 477	- 12 565
15.Titres de créance émis	- 7 988	- 2 580
16.Autres passifs	119 125	25 272
<b>II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>- 2 834 736</b>	<b>- 2 863 609</b>
<b>III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>47 346</b>	<b>38 288</b>
17.Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	8
19.Acquisition d'immobilisations financières		
20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 472	4 975
21.Intérêts perçus		-
22.Dividendes perçus		
<b>IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>- 8 472</b>	<b>- 4 967</b>
23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.Emission de dettes subordonnées		
25.Emission d'actions		
26.Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.Intérêts versés		
28.Dividendes versés	38 874	33 321
<b>V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>- 38 874</b>	<b>- 33 321</b>
<b>VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		11			11	70
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
<b>TOTAL</b>	-	11	-	-	11	70

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc				0	0	0
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				296	296	343
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS				56	56	68
AUTRES CREDITS				9 727	9 727	8 122
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
<b>TOTAL</b>				10 079	10 079	8 533

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Encours total 31/12/2022	Encours total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE (*)						
<b>TITRES NON COTES</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TOTAL</b>			0	0	0	0

NEANT

## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	0	0	0	0	0	0
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	243	0	0	0	0	243
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

## DETAIL DES AUTRES ACTIF

Code ligne	Actif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2022 3	Total 2021
<b>E100</b>	<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</u></b>				
E110	Instruments optionnels de taux d'intérêts achetés				
E120	Instruments optionnels de cours de change achetés				
E130	Instruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés				
E140	Autres instruments optionnels achetés				
<b>E300</b>	<b><u>DEBITEURS DIVERS</u></b>	<b>195 447</b>		<b>195 447</b>	<b>136 416</b>
E310	<u>Sommes dues par l'Etat</u>	195 390		195 390	136 286
E330	<u>Sommes dues par les organismes de prévoyance</u>	-		-	-
E340	<u>Sommes diverses dues par le personnel</u>	-		-	62
E360	<u>Comptes clients de prestations non bancaires</u>	-		-	-
E390	<u>Divers autres débiteurs</u>	57		57	68
E391	Dépôts de garantie versés sur opérations de marché				
E392	Dépôts et cautionnements constitués	-		-	-
E393	Sommes diverses dues par les actionnaires et associés				
E394	Divers autres débiteurs	57		57	68
<b>E400</b>	<b><u>VALEURS ET EMPLOIS DIVERS</u></b>				
E410	Avoirs en or et métaux précieux				
E420	Stocks de fournitures du bureau et imprimés				
E430	Immobilisations acquises par voie d'adjudication				
E440	Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière immobilière				
E450	Timbres				
E460	Autres valeurs et emplois divers				
<b>E500</b>	<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	<b>19 213</b>		<b>19 213</b>	<b>1 452</b>
E510	<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>				
E511	Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
E512	Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
E513	Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
E520	<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>				
E521	Écarts de conversion sur devises non cotées				
E522	Écarts de conversion sur devises avec garantie de change				
E523	Écarts de conversion sur autres devises				
E524	Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
E530	<u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u>				
E531	Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées				
E532	Pertes potentielles sur opérations de couverture dénouées				

Code ligne	Actif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2022 3	Total 2021
<b>E540</b>	<b><u>Charges à répartir sur plusieurs exercices</u></b>	<b>1 781</b>		<b>1 781</b>	<b>1 328</b>
E541	Frais préliminaires			-	-
E542	Frais d'acquisition des immobilisations				
E543	Frais d'émission des emprunts				
E544	Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis	-		-	-
E545	Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 781		1 781	1 328
<b>E550</b>	<b><u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u></b>				
<b>E560</b>	<b><u>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</u></b>	<b>17 432</b>		<b>17 432</b>	<b>124</b>
E561	Produits à recevoir	16 585		16 585	-
E562	Charges constatées d'avance	847		847	124
E570	<u>Autres comptes de régularisation</u>	-		-	-
E571	Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-		-	-
<b>E900</b>	<b><u>Créances en souffrance sur opérations diverses</u></b>				
<b>T021</b>	<b>Total autres actifs</b>	<b>214 660</b>		<b>214 660</b>	<b>137 868</b>

## TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<b>Participations dans les entreprises liées</b>									
CHAABI LLD	SERVICE ( LOCATION LONGUE DUREE )	31 450	1,4%	6 000	1 260	31/12/2022	113 129	17 582	0
<b>Autres titres de participation</b>									
<b>TOTAL</b>		<b>31 450</b>		<b>6 000</b>	<b>1 260</b>		<b>113 129</b>	<b>17 582</b>	<b>-</b>

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>172 941</b>	<b>5 939</b>	<b>-</b>	<b>178 880</b>	<b>48 645</b>	<b>6 172</b>		<b>54 817</b>	<b>124 063</b>
- Droit au bail	101 076			101 076					101 076
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	71 865	5 939	-	77 804	48 645	6 172		54 817	22 987
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>45 095</b>	<b>2 533</b>	<b>-</b>	<b>47 628</b>	<b>29 567</b>	<b>2 925</b>	<b>-</b>	<b>32 492</b>	<b>15 136</b>
- Immeubles d'exploitation	2 238	-	-	2 238					2 238
. Terrain d'exploitation	2 238	-	-	2 238					2 238
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	26 951	1 475	-	28 426	20 938	2 467	-	23 405	5 021
. Mobilier de bureau d'exploitation	2 550	257	-	2 807	2 166	248	-	2 414	393
. Matériel de bureau d'exploitation	6 678	7	-	6 685	3 592	919	-	4 511	2 174
. Matériel Informatique	17 655	1 161	-	18 816	15 131	1 288	-	16 419	2 397
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	32	50	-	82	25	7	-	32	50
. Autres matériels d'exploitation	36	-	-	36	24	5	-	29	7
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	14 488	1 058	-	15 546	8 223	429	-	8 652	6 894
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 418	-	-	1 418	406	29	-	435	983
. Terrains hors exploitation	833			833				-	833
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	585	-	-	585	406	29	-	435	150
<b>TOTAL</b>	<b>218 036</b>	<b>8 472</b>	<b>-</b>	<b>226 508</b>	<b>78 212</b>	<b>9 097</b>	<b>-</b>	<b>87 309</b>	<b>139 199</b>

## PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
2022	Plus ou Moins Values sur cessions des immobilisations données en crédit-bail	3 011 093	2 821 386	189 707	205 764	28 479	12 422

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		742 902			742 902	630 602
VALEURS DONNEES EN PENSION - au jour le jour - à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE - au jour le jour - à terme		200 000	-	-	200 000	400 000
EMPRUNTS FINANCIERS		8 559 668			8 559 668	8 118 812
AUTRES DETTES		-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER		30 026	-	-	30 026	24 359
<b>TOTAL</b>		<b>9 532 596</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 532 596</b>	<b>9 173 773</b>

## DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS			47 935		47 935	38 439
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS			11 555		11 555	11 574
INTERETS COURUS A PAYER						
<b>TOTAL</b>			<b>59 490</b>		<b>59 490</b>	<b>50 013</b>

## TITRES DE CREANCES EMIS

Nature des titres émis	Caractéristiques				
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale	Taux	Mode de Remboursement
Obligations	7 juillet 2022	7 juillet 2024	100 000,00	2.50%(*)	IN FINE
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	100 000,00	3.18%(*)	IN FINE
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	600 000,00	2.56%**)	IN FINE
<b>TOTAL</b>			<b>800 000,00</b>		

## DETAILS DES AUTRES PASSIF

Code Ligne	Passif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2022 3	Total 2021
<b>L100</b>	<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</u></b>				
L110	Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus				
L120	Instruments optionnels de cours de change vendus				
L130	Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus				
L140	Autres instruments optionnels vendus				
<b>L300</b>	<b><u>CREDITEURS DIVERS</u></b>	<b>717 789</b>		<b>717 789</b>	<b>595 771</b>
L310	<u>Sommes dues à l'Etat</u>	340 509		340 509	319 746
L330	<u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u>	1 568		1 568	1 363
L340	<u>Sommes diverses dues au personnel</u>	4 065		4 065	
L370	<u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u>				
L371	Dividendes à payer				
L372	Versements reçus sur augmentation de capital				
L373	Comptes courants d'associés créditeurs				
L374	Autres sommes dues aux actionnaires et associés				
<b>L380</b>	<b><u>Fournisseurs de biens et services</u></b>	<b>194 317</b>		<b>194 317</b>	<b>117 245</b>
L390	<u>Divers autres créditeurs</u>	177 330		177 330	157 417
L391	Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché				
L392	Coupons sur titres de créances émis à payer				
L393	Titres émis amortis et non encore remboursés				
L394	Commissions à verser à Bank Al-Maghrib				
L395	Divers autres créditeurs	177 330		177 330	157 417
<b>L500</b>	<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	<b>105 298</b>		<b>105 298</b>	<b>108 191</b>
L510	<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>				
L511	Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
L512	Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
L513	Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
L520	<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>				
L521	Ecarts de conversion sur devises non cotées				
L522	Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change				
L523	Ecarts de conversion sur autres devises				
L524	Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
L530	<u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u>				
L531	Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées				
L532	Gains potentiels sur opérations de couverture dénouées				
L540	<u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u>				
L550	<u>Charges à payer et produits constatés d'avances</u>	<b>90 348</b>		<b>90 348</b>	<b>104 321</b>
L551	Charges à payer	6 177		6 177	10 068
L552	Produits constatés d'avances	84 171		84 171	94 253
L560	<u>Autres comptes de régularisation</u>	<b>14 950</b>		<b>14 950</b>	<b>3 870</b>
L561	Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	14 950		14 950	3 870
<b>T022</b>	<b>Total Autres -Passif</b>	<b>823 087</b>		<b>823 087</b>	<b>703 962</b>

## PROVISIONS

PROVISIONS	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2022
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</b>	<b>1 572 500</b>	<b>238 953</b>	<b>109 105</b>	<b>-</b>	<b>1 702 348</b>
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle	-				-
titres de placement	243	-	-		243
titres de participation et emplois assimilés	10 926	-	-		10 926
Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail et en location	882 376	111 416	47 947		945 845
Provision créance en souffrance sur opération de crédit-bail et en location	678 955	127 537	61 158		745 334
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>55 315</b>	<b>19 430</b>	<b>21 008</b>	<b>- 4 093</b>	<b>49 644</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	50 000	19 430	21 008	-	48 422
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	5 315	-	-	- 4 093	1 222
Provisions réglementées					
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 627 815</b>	<b>258 383</b>	<b>130 113</b>	<b>- 4 093</b>	<b>1 751 992</b>

## DETTES SUBORDONNEES

DETTES	MONTANT GLOBAL	NON APPARENTE	APPARENTEES				31/12/2022	31/12/2021
			ETS.DE CRED & ASSIM	ESES FINANCIERES	ESES NON FINANCIERES	AUTRES APPARENTEES		
DETTES SUBORDONNEES	120 059		120 059				120 059	120 046
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE								
Titres subordonnés à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de crédit								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de la clientèle								
DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE	120 000		120 000				120 000	120 000
Titres subordonnés à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	120 000		120 000				120 000	120 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de la clientèle								
INTERETS COURUS A PAYER	59		59				59	46

## CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2022
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	27 768	-		27 768
Autres réserves	159 450	-		159 450
Primes d'émission, de fusion et d'apport	236 556			236 556
<b>Capital</b>				
Capital appelé	277 677			277 677
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>205 576</b>	<b>51 862</b>		<b>257 438</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>				
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>90 736</b>	<b>- 90 736</b>	<b>68 877</b>	<b>68 877</b>
<b>Total</b>	<b>997 763</b>	<b>-38 874</b>	<b>68 877</b>	<b>1 027 766</b>

<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
<b><u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</u></b>	<b><u>1 269 506</u></b>	<b><u>1 094 087</u></b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>1 269 506</b>	<b>1 094 087</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	1 269 506	1 094 087
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>		
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance		
<b><u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</u></b>	<b><u>1 109 772</u></b>	<b><u>1 009 156</u></b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>600 000</b>	<b>302 000</b>
Ouvertures de crédit confirmés	600 000	302 000
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>509 772</b>	<b>707 156</b>
Garanties de crédits	509 772	707 156
Autres garanties reçues		
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

	<b>Opérations de couverture</b>		<b>Autres opérations</b>	
	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
<b><u>Opérations de change à terme</u></b>				
Devises à recevoir				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dirhams à livrer				
	<b><u>NEANT</u></b>	<b><u>NEANT</u></b>	<b><u>NEANT</u></b>	<b><u>NEANT</u></b>
Dont swaps financiers de devises				
<b><u>Engagements sur produits dérivés</u></b>				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

## VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	35 960	Immobilisations données en	35 960
Autres valeurs et sûretés réelles	17 686 082	crédit-bail et en location	17 686 082
<b>TOTAL</b>	<b>17 722 042</b>		<b>17 722 042</b>

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>			

## VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

EN DH	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	7	96	141	108	-	352
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	665 289	28 488	334 180	6 169 873	3 535 351	10 733 181
<b>TOTAL</b>	<b>665 296</b>	<b>28 584</b>	<b>334 321</b>	<b>6 169 981</b>	<b>3 535 351</b>	<b>10 733 533</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	363 776	1 332 169	1 526 214	5 412 951	897 486	9 532 596
Dettes envers la clientèle				11 555		11 555
Titres de créance émis (EMPRUNT OBLIGATAIRE)				808 819		808 819
Emprunts subordonnés			59	-	120 000	120 059
<b>TOTAL</b>	<b>363 776</b>	<b>1 332 169</b>	<b>1 526 273</b>	<b>6 233 325</b>	<b>1 017 486</b>	<b>10 473 029</b>

## MARGE D'INTERET

	31/12/2022	31/12/2021
<b>INTETRETS PERCUS</b>	<b>1 519</b>	<b>2 258</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	311
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 519	1 947
<b>INTETRETS SERVIS</b>	<b>382 384</b>	<b>370 016</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	354 873	336 242
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	6 590	3 755
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	20 921	30 019
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 380 865</b>	<b>- 367 758</b>